

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 1 (1883)
Heft: 27

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 5. Juli — Berne, le 5 Juillet — Berna, li 5 Luglio

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.

Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.

Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Briefe für die Redaktion sind an das „Schweiz. Handelsbureau in Bern“ zu adressiren. — Les lettres destinées à la rédaction doivent être adressées au Bureau fédéral du Commerce à Berne.
Le lettere destinate alla Redazione devono essere indirizzate all'Ufficio federale del Commercio a Berna.

Verlängerung

der
schweizerisch-italienischen Handels-Uebereinkunft
vom 28. Januar 1879.

Deklaration.

Indem die Handelsübereinkunft zwischen der Schweiz und Italien, vom 28. Januar 1879, mit heutigem Tage außer Kraft tritt und die Promulgation des untern 22. März abhien abgeschlossenen neuen Handelsvertrages gemäß den beiderseits bestehenden Landesgesetzen zur Stunde noch nicht stattfinden kann, haben die beiden Regierungen die Wünschbarkeit einer weitem Prolongation erkannt, und es sind deshalb die Unterzeichneten, zu diesem Zwecke gehörig bevollmächtigt, über Folgendes übereingekommen:

Die Handelskonvention zwischen der Schweiz und Italien, vom 28. Januar 1879, bleibt bis zum Inkrafttreten des zwischen beiden Staaten vereinbarten neuen Handelsvertrages in Wirksamkeit, in keinem Falle aber länger als bis zum 31. Januar 1884.

Die Frist zum Austausch der Ratifikationen des neuen Vertrages wird ebenfalls bis zum 31. Januar 1884 verlängert.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Deklaration in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und derselben ihre Wappensiegel beigedrückt.

Geschehen in Rom, den 30. Juni 1883.

(L. S.)

(sig.)

Bavier,

Minister der Schweiz. Eidgenossenschaft.

(L. S.)

(sig.)

Mancini,

Minister der auswärtigen Angelegenheiten Italiens.

Prorogation

de la convention de commerce italo-suisse
du 28 janvier 1879.

Déclaration.

La convention de commerce entre la Suisse et l'Italie, du 28 janvier 1879, devant aujourd'hui même cesser d'être en vigueur, et la promulgation, d'après les lois fondamentales des deux pays, du nouveau traité stipulé le 22 mars dernier n'étant en ce moment pas possible, les deux Gouvernements ont reconnu l'utilité d'une prorogation ultérieure, et les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit:

La convention de commerce entre la Suisse et l'Italie, du 28 janvier 1879, continuera à rester en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau traité de commerce entre les deux Etats, mais en tout cas pas au delà du 31 janvier 1884.

Le délai pour l'échange des ratifications du nouveau traité est également prorogé jusqu'au 31 janvier 1884.

En foi de quoi, ils ont signé la présente déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 30 juin 1883.

(L. S.)

signé:

Bavier,

Ministre de la Confédération suisse.

(L. S.)

signé:

Mancini,

Ministre des affaires étrangères d'Italie.

Convention

conclue entre

la Suisse et l'Autriche-Hongrie dans le but d'empêcher la propagation des épizooties par le commerce du bétail.

(Conclue le 31 mars 1883, applicable dès le 1^{er} juillet 1883.)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse

et

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, représentant en même temps le Prince souverain de Liechtenstein, désirant régler par une convention le commerce des animaux, des peaux, des cornes et autres produits bruts d'animaux entre les deux pays, ont fait ouvrir dans ce but des négociations et nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur *Numa Droz*, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, représentant en même temps le Prince souverain de Liechtenstein:

Monsieur *Maurice Baron d'Ottensfels-Gschwind*, Son Conseiller intime, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Lorsque la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse auront éclaté dans le territoire de l'une des deux Parties contractantes, celle-ci avisera directement, par voie télégraphique, l'autre Partie de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Lorsque la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse aura été constatée dans une localité située à moins de 75 kilomètres de la frontière, les autorités du district dont il s'agit en informeront de suite les autorités compétentes du pays voisin.

Une enquête minutieuse sera faite sur les voies d'introduction et de propagation de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse, et le résultat en sera communiqué sans retard aux autorités du pays qui peut être menacé de l'introduction de l'épizootie.

Les autorités compétentes prendront, dans tous les cas, les mesures nécessaires pour empêcher le commerce des animaux atteints d'une maladie contagieuse quelconque ou suspects d'être atteints d'une telle maladie.

Chacune des Parties contractantes fera paraître dans son organe officiel un bulletin sur l'état des épizooties et sur les mesures prises pour en empêcher l'extension, ainsi que sur la modification ou l'abolition de ces mesures. Le bulletin devra paraître au moins une fois par mois; et, en cas d'extension considérable et persistante des épizooties, au moins deux fois par mois.

Art. 2. Quand la peste bovine ou une autre maladie contagieuse d'animaux aura éclaté dans le territoire d'une des Parties contractantes, le commerce des animaux menacés par l'épizootie, ainsi que celui des objets suspects de propager la contagion, provenant des contrées non infectées à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ne sera pas soumis à d'autres restrictions que celles auxquelles est soumis dans le pays même, en application des dispositions et prescriptions des lois de police vétérinaire en vigueur, suivant l'extension prise par la maladie et son degré d'intensité, le commerce desdits animaux et objets venant des contrées non infectées. L'entrée de ces animaux et de ces objets ne peut cependant avoir lieu que par des stations spécialement désignées, sur la présentation d'un certificat d'origine et sous la réserve qu'ils n'aient pas transité à travers des contrées infectées (à moins qu'il ne s'agisse de transports directs et sans arrêt en chemins de fer), et qu'ils aient été visités à la frontière par un vétérinaire.

Les vétérinaires compétents chargés de procéder à cette visite, sont autorisés à faire abattre le bétail trouvé malade de la peste bovine ou de la péripneumonie contagieuse. Les cadavres des animaux atteints de la peste bovine doivent être enfouis sans être dépouillés. Les animaux suspects de porter le germe de la peste bovine ou de la péripneumonie contagieuse seront refoulés et avis immédiat donné aux autorités de l'autre pays, qui prendront les mesures de précaution nécessaires. Si la peste bovine était répandue à proximité de la frontière, l'entrée des ruminants peut être interdite.

Les animaux trouvés atteints d'autres maladies contagieuses ou suspects, d'après les indices certains, de porter en eux le germe d'une telle maladie, ainsi que ceux pourvus de certificats d'origine et de santé non réguliers peuvent être refoulés ou soumis à une quarantaine dont la durée sera fixée selon la nature de la maladie dont ils sont soupçonnés être atteints.

Les certificats d'origine et de santé doivent attester qu'il ne règne aucune épizootie dans la localité d'où proviennent les animaux et sur une étendue de 30 kilomètres à la ronde. La validité des certificats est fixée à huit jours. Quand cette durée expire pendant le transport direct, les animaux devront, pour que le certificat soit valable pour une nouvelle durée de huit jours, être soumis à une visite vétérinaire et être trouvés entièrement sains, ce qui sera attesté sur le certificat.

Les Gouvernements des Parties contractantes se communiqueront réciproquement par qui et dans quelle forme les certificats d'origine et de santé doivent être délivrés.

En tout cas, il demeure entendu que les certificats de santé doivent être visés par un vétérinaire patenté.

Art. 3. Les wagons de chemin de fer qui ont servi au transport des chevaux, des mulets, des ânes, de bétail de race bovine, des chèvres, des moutons, des porcs, ou des peaux fraîches, doivent, avant d'être utilisés à nouveau, être soumis à un procédé de nettoyage (désinfection) de nature à détruire entièrement les germes de contagion qui peuvent s'y être attachés.

Les rampes et quais d'embarquement seront lavés après chaque chargement.

Il sera reconnu par les deux Parties contractantes que la désinfection des wagons, opérée en toute règle dans le territoire de l'une des deux Parties, est aussi valable pour l'autre Partie.

Les Gouvernements des deux pays s'entendront au sujet des conditions et formalités à remplir pour reconnaître ces désinfections.

Art. 4. L'entrée des animaux amenés pour la pâture du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre est permise aux conditions suivantes:

a. Les propriétaires des troupeaux présenteront au passage de la frontière, pour être vérifié, un état des animaux qu'ils veulent introduire au pâturage, avec mention du nombre des pièces et de leurs marques extérieures les plus caractéristiques.

b. Le retour des animaux dans le territoire d'origine ne sera autorisé qu'après que leur identité aura été constatée.

Si toutefois pendant l'époque de la pâture, il éclatait soit dans une partie des troupeaux, soit dans une localité éloignée de moins de 20 kilomètres du pâturage, soit sur la route par laquelle doit s'effectuer le retour du troupeau à la station frontière, une maladie contagieuse présentant un danger pour le bétail en question, le retour des animaux sur le territoire de l'autre Etat sera interdit, sauf dans les cas d'urgence, tels que manque de fourrage, intempéries, etc. Dans ces derniers cas, le retour des pièces de bétail non encore atteintes par l'épizootie ne pourra avoir lieu que lorsque les mesures de sûreté que les Parties contractantes seront convenues d'appliquer pour empêcher l'extension de l'épizootie, auront été observées.

Art. 5. Les habitants des localités qui ne sont pas situées à plus de 5 kilomètres de la frontière peuvent à toute heure passer la frontière dans les deux sens avec leur propre bétail, attelé à la charrue ou à des voitures, mais cette facilité ne leur est accordée que pour les travaux agricoles ou pour l'exercice de leur profession.

Ils doivent à cet égard observer les prescriptions suivantes:

a. Tout attelage qui passe la frontière pour des travaux d'agriculture ou pour l'exercice d'une profession doit être pourvu d'un certificat de l'autorité de la commune où se trouve l'étable des animaux. Ce certificat doit porter le nom du propriétaire ou du conducteur de l'attelage, la description des animaux et l'indication du territoire-frontière (en kilomètres) dans les limites duquel l'attelage doit travailler.

b. Il doit être exigé en outre tant à la sortie qu'au retour un certificat de l'autorité de la commune frontière d'où provient l'attelage et, en cas de transit par le territoire d'une autre commune, une attestation de cette dernière portant que la commune dont il s'agit est exempte de toute épizootie et que sur une étendue de vingt kilomètres à la ronde il n'existe ni peste bovine ni péripneumonie contagieuse. Ce certificat doit être renouvelé tous les huit jours.

Art. 6. La présente convention doit entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet de l'année courante et restera exécutoire pendant cinq années. Pour le cas où douze mois avant l'expiration de cette période, aucune des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 7. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Berne aussi tôt que possible, au plus tard le 30 juin 1883.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la convention en deux exemplaires et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Ainsi fait à Berne, le trente-et-un mars 1883.

(L. S.) Droz.

(L. S.) Ottenfels.

Mittheilung an die kantonalen Handelsregisterbehörden.

Laut Art. 31 der bundesrätlichen Verordnung vom 7. Dezember 1882 über Handelsregister und Handelsamtsblatt ist ein Fünftel der von den Registerbureaux bezogenen Gebühren von den Kantonen an die Bundeskasse abzuliefern.

Bezüglich der Verrechnung dieser Gebühren hat nun der Bundesrath am 22. Juni folgenden Beschluss gefasst:

„Die erste Abrechnung hat zu Ende des ersten Halbjahres, die späteren Abrechnungen haben vierteljährlich stattzufinden. Die Rechnungen werden zwischen dem Handelsbureau und den einzelnen Registerbureaux bereinigt und die gegenseitig festgesetzten Ergebnisse hierauf vom Handels- und Landwirtschafts-Departement den Kantonsregierungen und dem schweizerischen Finanzdepartement mitgetheilt, den ersteren mit der Einladung, die Beträge an die eidg. Staatskasse abliefern zu lassen.“

Eidg. Handels- und Landwirtschafts-Departement.

Avis aux autorités cantonales du registre du commerce.

Selon l'art. 31 du règlement fédéral du 7 décembre 1882 concernant le registre et la feuille officielle du commerce, la cinquième partie des émoluments perçus par les bureaux du registre doit être versée par les cantons à la caisse fédérale.

Relativement à l'établissement du compte de ces émoluments, le Conseil fédéral a rendu, le 22 juin, l'arrêté suivant:

„Le premier règlement des comptes aura lieu à la fin des 6 premiers mois de l'année, les règlements subséquents, tous les 3 mois. Les comptes seront établis simultanément par le bureau fédéral du commerce et par les bureaux du registre; les résultats obtenus des deux parts seront communiqués par le Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture aux gouvernements des cantons et au Département fédéral des Finances, avec l'invitation aux premiers de faire verser à la caisse fédérale la somme qui revient à la Confédération.“

Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture.

General-Situation der 29 gesetzlich autorisirten schweizerischen Emissionsbanken.

Situation générale des 29 banques d'émission suisses légalement autorisées.

II. Quartal. 1883. II^e trimestre.

Datum Date	Noten- Emission Emission	Noten- Zirkulation Billets en circulation	%	Gesetzliche Baarschaft Espèces ayant cours légal	%
7. April (avril)	103,881,000	93,064,000	90	54,354,000	58
14. » »	103,889,000	93,527,000	90	55,017,000	59
21. » »	103,927,000	93,487,000	90	54,116,000	58
28. » »	104,027,000	95,704,000	92	54,736,000	57
5. Mai (mai)	104,027,000	95,945,000	92	55,258,000	58
12. » »	103,978,000	93,773,000	90	57,017,000	61
19. » »	103,950,000	92,444,000	89	57,665,000	62
26. » »	103,965,000	90,534,000	87	58,488,000	65
2. Juni (juin)	103,465,000	91,258,000	88	57,806,000	63
9. » »	103,460,000	90,948,000	88	57,464,000	63
16. » »	103,468,000	90,706,000	88	57,295,000	63
23. » »	103,473,000	90,812,000	88	57,015,000	63
30. » »	103,476,000	94,959,000	92	55,524,000	58
Durchschnitt (moyenne)	103,764,000	92,859,000	90	56,289,000	61
Maxima	104,027,000	95,945,000	92	58,488,000	65
Tag (jour)	28. April 5. Mai „ avril „ mai	5. Mai (mai)	28. April (avril) 5. Mai (mai) 30. Juni (juin)	26. Mai (mai)	26. Mai (mai)
Minima	103,460,000	90,534,000	87	54,116,000	58
Tag (jour)	9. Juni (juin)	26. Mai (mai)	26. Mai (mai)	21. April (avril)	7. April (avril) 21. April (avril) 5. Mai (mai) 30. Juni (juin)

General-Situation der gesetzlich autorisirten schweizerischen Emissionsbanken.

Situation générale des banques d'émission suisses légalement autorisées.

I. Semester. 1883. I^{er} semestre.

Datum Date	Noten- Emission Emission	Noten- Zirkulation Billets en circulation	%	Gesetzliche Baarschaft Espèces ayant cours légal	%
6. Jan. (janvier)	103,599,000	98,854,000	95	56,208,000	57
13. » »	103,624,000	96,299,000	93	56,964,000	59
20. » »	103,624,000	93,438,000	90	57,355,000	61
27. » »	103,624,000	91,542,000	88	58,280,000	64
3. Febr. (février)	103,621,000	93,094,000	90	57,481,000	62
10. » »	103,650,000	90,599,000	87	57,690,000	64
17. » »	103,668,000	89,247,000	86	58,260,000	65
24. » »	103,588,000	87,308,000	84	58,642,000	67
3. März (mars)	103,438,000	90,625,000	88	58,390,000	64
10. » »	103,182,000	89,224,000	86	58,350,000	63
17. » »	103,601,000	90,125,000	87	56,115,000	62
24. » »	103,648,000	89,136,000	86	55,122,000	62
31. » »	103,721,000	93,328,000	90	55,024,000	59
7. April (avril)	103,831,000	93,064,000	90	54,354,000	58
14. » »	103,889,000	93,527,000	90	55,017,000	59
21. » »	103,927,000	93,487,000	90	54,116,000	58
28. » »	104,027,000	95,704,000	92	54,736,000	57
5. Mai (mai)	104,027,000	95,945,000	92	55,258,000	58
12. » »	103,978,000	93,773,000	90	57,017,000	61
19. » »	103,950,000	92,444,000	89	57,665,000	62
26. » »	103,965,000	90,534,000	87	58,488,000	65
2. Juni (juin)	103,465,000	91,258,000	88	57,806,000	63
9. » »	103,460,000	90,948,000	88	57,464,000	63
16. » »	103,468,000	90,706,000	88	57,295,000	63
23. » »	103,473,000	90,812,000	88	57,015,000	63
30. » »	103,476,000	94,959,000	92	55,524,000	58
Durchschnitt (moyenne)	103,674,000	92,307,000	89	56,678,000	61
Maxima	104,027,000	98,854,000	95	58,642,000	67
Tag (jour)	28. April 5. Mai „ avril „ mai	6. Jan. (janvier)	6. Jan. (janvier)	24. Febr. (février)	24. Febr. (février)
Minima	103,182,000	87,308,000	84	54,116,000	57
Tag (jour)	10. März (mars)	24. Febr. (février)	24. Febr. (février)	21. April (avril)	6. Jan. (janvier) 28. April (avril)

Wochensituation der schweizerischen Emissionsbanken (inkl. Zweiganstalten) vom 30. Juni 1883.
Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses (y compris les succursales) du 30 juin 1883.

Nr.	Firma Raison sociale	Noten — Billets		Gesetzliche Baarschaft, inbegriffen das Guthaben bei der Zentralstelle Espèces ayant cours légal, y compris l'avoir au Bureau central		Noten andere schweiz. Emissionsbanken.		Uebrig Kassabestände		Total	
		Emission	Circulation	Gesetzliche Notendeckung, 40 o/o der Zirkulation, Couverture légale des billets 40 o/o de la circulation.	Frei verfügbarer Theil. Partie disponible.	Billets d'autres banques d'émission suisses.		Autres valeurs en caisse		Fr.	Ct.
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen . .	6,600,000	6,600,000	2,640,000	1,887,060	—	157,850	84,394	90	4,769,304	90
2	Basellandschaftl. Kantonalbank, Liestal . .	700,000	700,000	230,000	79,970	—	12,600	5,152	70	377,722	70
3	Kantonalbank von Bern, Bern	7,750,000	7,036,435	2,314,574	2,098,201	—	544,345	283,322	49	5,740,442	49
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona . . .	1,900,000	1,559,190	623,676	257,313	90	33,820	220,828	34	1,135,638	24
5	Bank in St. Gallen, St. Gallen	5,000,000	4,956,390	1,982,556	579,513	94	161,550	1,512	31	2,725,132	25
6	Crédit agr. et ind. de la Broye, Estavayer .	369,410	366,370	146,548	65,597	—	12,300	8,469	92	232,914	92
7	Thurg. Kantonalbank, Weinfelden	1,500,000	1,229,300	491,720	165,830	96	19,500	10,369	56	687,420	52
8	Aargauische Bank, Aarau	3,000,000	2,425,350	970,140	117,985	—	104,250	126,091	70	1,818,416	70
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig	1,000,000	957,840	383,136	119,269	27	216,260	31,043	26	749,708	53
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano . . .	1,850,000	1,841,800	736,720	163,217	82	46,050	54,152	83	1,000,140	65
11	Thurgauische Hypothekbank, Frauenfeld .	750,000	715,040	286,016	322,593	30	37,810	50,890	15	697,300	45
12	Graubündner Kantonalbank, Chur	2,000,000	1,967,680	787,072	191,521	—	80,000	22,834	02	1,081,427	02
13	Kantonale Spar- und Leihkasse, Luzern . .	1,094,300	1,090,000	436,000	242,125	—	149,520	7,037	74	884,682	74
14	Bank du Commerce, Genève	19,700,000	16,327,350	6,530,940	2,226,124	15	453,640	1,084,986	65	10,245,690	80
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank, Herisau .	2,900,000	2,500,000	1,000,000	106,559	06	113,400	26,710	31	1,246,669	37
16	Bank in Zürich, Zürich	5,000,000	4,839,500	1,935,800	3,215,781	41	283,050	5,665	61	5,445,297	02
17	Bank in Basel, Basel	8,000,000	7,757,000	3,102,800	686,522	99	147,800	23,335	34	3,960,458	33
18	Bank in Luzern, Luzern	2,000,000	1,990,700	796,280	152,570	—	33,200	80,441	58	1,062,491	58
19	Banque de Genève, Genève	5,000,000	4,671,440	1,868,576	51,876	10	328,050	48,591	75	2,297,093	85
20	Crédit Gruyérien, Bulle	240,000	238,300	95,320	20,795	—	34,580	8,216	98	158,911	98
21	Zürcher Kantonalbank, Zürich	14,100,000	13,023,220	5,211,288	3,633,870	03	343,260	159,455	45	9,347,873	48
22	Solothurnische Bank, Solothurn	2,500,000	2,430,300	972,120	263,131	48	64,170	71,941	61	1,376,363	09
23	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen . . .	700,000	692,000	276,800	109,277	64	5,980	15,927	91	407,985	55
24	Banque cantonale fribourgeoise, Fribourg .	1,126,905	1,065,845	426,338	181,997	—	146,040	7,858	54	762,233	54
25	Caisse d'amort. de la dette publique, Fribourg	748,550	746,400	293,560	57,590	—	25,090	15,180	30	396,420	30
26	Banque cantonale vaudoise, Lausanne . .	7,170,065	6,451,825	2,580,730	482,679	29	154,400	344,467	10	3,562,276	39
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri, Altorf . .	300,000	299,500	119,800	27,386	70	24,600	673	23	172,459	93
28	Kant. Spar- und Leihkasse v. Nidw., Stans .	300,000	299,300	119,720	13,925	—	5,150	1,155	16	139,950	16
29	Banque populaire de la Gruyère, Bulle . .	176,280	176,280	70,512	15,473	—	33,670	11,060	89	135,715	89
Stand am 23. Juni 1883		103,475,510	94,959,355	37,983,742	17,540,707	04	3,781,935	2,761,768	33	62,068,152	37
Etat au 23 juin 1883		103,472,610	90,811,585	36,324,634	20,690,815	66	4,816,235	2,181,884	76	64,013,519	42
		+ 2,900	+ 4,147,770	+ 1,659,108	— 3,150,108	62	— 1,034,300	+ 579,933	57	— 1,945,367	05

Gold (or) Fr. 34,541,793. —
 Silber (argent) „ 20,982,656. 04
 Gesetzliche Baarschaft (encaisse légale) Fr. 55,524,449. 04

Spezieller Ausweis der schweiz. Emissionsbanken (inclusive Zweiganstalten) mit beschränktem Geschäftsbetrieb.
Etat spécial des banques d'émission suisses (y compris les succursales) avec opérations restreintes.

Vom 30. Juni 1883. — Du 30 juin 1883.

(Artikel 15 und 16 des Gesetzes.) (Articles 15 et 16 de la loi.)

Nr.	Firma Raison sociale	Noten-Emission Emission	Notendeckung nach Art. 15 des Gesetzes. — Couverture suivant l'article 15 de la loi				Total		
			Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken Billets d'autres banques d'émission suisses	Cheques, innert 8 Tagen fällige Depot- u. Kassascheine von Banken. Chèques, bons de caisse et de dépôt de banques, échéant dans les 8 jours.	Innert 4 Monaten fällige — Echéant dans les 4 mois				
					Schweizer Wechsel Effets sur la Suisse	Ausland-Wechsel Effets sur l'étranger	Lombard-Wechsel Avances sur nantissement	Schweiz. Staatskassascheine, Obligationen und Coupons. Bons de caisse d'états suisses, obligations desdits états et leurs coupons	
5	Bank in St. Gallen	5,000,000	161,550	— —	3,659,827. 19	1,665,666. 99	1,406,330. —	— —	6,893,374. 18
14	Banque du Commerce à Genève	19,700,000	453,640	224,416. 75	10,924,951. 65	171,835. 40	2,225,000. —	— —	13,999,843. 80
16	Bank in Zürich	5,000,000	288,050	— —	7,714,043. 04	118,108. 30	3,987,341. —	— —	12,107,542. 34
17	Bank in Basel	8,000,000	147,800	— —	9,063,467. 25	472,500. —	3,472,311. 80	— —	13,156,078. 55
19	Banque de Genève	5,000,000	328,050	— —	7,053,029. 55	149,034. 50	795,945. 75	— —	8,326,059. 80
Stand am 23. Juni 1883		42,700,000	1,879,090	224,416. 75	38,415,318. 68	2,577,145. 19	11,886,928. 05	— —	54,482,898. 67
Etat au 23 juin 1883		42,700,000	998,170	48,549. —	38,245,567. 53	2,336,279. 58	11,808,391. 15	— —	53,436,957. 26
		—	+ 880,920	+ 175,867. 75	+ 169,751. 15	+ 240,865. 61	+ 78,536. 90	— —	+ 1,045,941. 41

Aktiven — Actif					Passiven — Passif				
Nr.	Firma Raison sociale	Gesetzliche Baarschaft	Notendeckung u. Art. 15 des Gesetzes	Uebrig kurzfristige disponible Guthaben	Total	Noten- Zirkulation	In längst. 8 Tagen zahlbare Schulden	Wechselschulden	Total
		Espèces ayant cours légal	Couverture d. billets suiv. art. 15 de la loi	Autres créances disponibles à courte échéance		Billets en circulation	Engagements échéant dans les huit jours	Engagements sur effets de change	
5	Bank in St. Gallen	2,562,069. 94	6,893,374. 18	1,402,513. 48	10,857,957. 60	4,956,390	892,405. 02	— —	5,848,795. 02
14	Banque du Commerce à Genève	8,757,064. 15	13,999,843. 80	755,135. 65	23,512,043. 60	16,327,350	3,048,485. 55	— —	19,975,835. 55
16	Bank in Zürich	5,151,581. 41	12,107,542. 34	640,954. 34	17,900,078. 09	4,839,500	4,855,940. 24	— —	9,695,440. 24
17	Bank in Basel	3,789,322. 99	13,156,078. 55	2,006,418. 68	18,951,820. 22	7,757,000	4,710,019. 41	— —	12,467,019. 41
19	Banque de Genève	1,920,452. 10	8,326,059. 80	— —	10,246,511. 90	4,671,440	620,600. 65	— —	5,292,040. 65
Stand am 23. Juni 1883		*22,180,490. 59	54,482,898. 67	4,805,022. 15	81,468,411. 41	38,551,680	14,727,450. 87	— —	53,279,130. 87
Etat au 23 juin 1883		21,820,100. 67	53,436,957. 26	2,680,333. 56	77,937,391. 49	36,640,930	13,385,530. 28	— —	50,026,460. 28
		+ 360,389. 92	+ 1,045,941. 41	+ 2,124,688. 59	+ 3,531,019. 92	+ 1,910,750	+ 1,341,920. 59	— —	+ 3,252,670. 59

* Ohne Fr. 20,478. 56 Scheidemünzen und nicht tarifirte fremde Münzen.

Disconto am 2. Juli 1883 in Lausanne: 4 %; in Basel, Bern, Genf, St. Gallen: 3 %; in Zürich: 2 1/2 %.

Escompte le 2 juillet 1883 à Lausanne: 4 %; à Bâle, Berne, Genève, St-Gall: 3 %; à Zurich: 2 1/2 %.

Ergebniss der 29 gesetzlich autorisirten im Jahre

RENDEMENT DES 29 BANQUES D'ÉMISSION pour l'exercice

Zusammengestellt vom Inspektora

Tableau dressé par l'inspectora

Ordnungsnummer Numéro d'ordre	Firma Raison sociale	Eigene Gelder Ende 1881 Fonds propres fin 1881				Gewinn- berechtigtes Kapital im Jahre 1882 Capital ayant droit au bénéfice en 1882	Bruttogewinn Produit brut	o/o	Verwendung des Bruttogewinnes — Répartition												
		Aktien und Dotationen Actions et dotations	Reserven Réserves	Gewinn- Saldo Solde du bénéfice à nouveau	Verwaltungs- kosten Frais d'adminis- tration				o/o	Steuern Impôts	o/o	Verluste und Ab- schreibungen Pertes et amortisse- ment	o/o								
1	St. Gallische Kantonalbank	6,000,000	—	1,394,408	72	156	64	6,000,000	—	603,521	88	10,058	95,528	89	1,592	46,200	—	0,770	211,259	89	3,321
2	Basellandschaftliche Kantonalbank . . .	3,000,000	—	465,000	—	6,205	50	3,000,000	—	251,223	19	8,374	43,248	39	1,442	720	—	0,024	8,065	—	0,269
3	Kantonalbank von Bern	10,000,000	—	—	—	4,694	77	10,000,000	—	956,158	41	9,361	259,258	07	2,593	54,944	30	0,549	145,118	86	1,451
4	Banca cantonale ticinese	1,000,000	—	280,000	—	2,319	28	1,000,000	—	623,470	98	62,347	95,872	33	9,387	3,522	18	0,332	109,746	50	10,975
5	Bank in St. Gallen	4,500,000	—	900,000	—	7,412	31	4,500,000	—	382,071	67	8,490	43,331	93	0,563	38,518	70	0,556	24,317	85	0,540
6	Crédit agricole et industriel de la Broye	650,000	—	118,606	68	831	80	650,000	—	76,179	32	11,720	22,502	91	3,463	3,777	52	0,581	4,178	40	0,643
7	Thurgauische Kantonalbank	2,300,000	—	390,000	—	15,075	98	2,300,000	—	234,395	74	10,131	35,009	76	1,522	1,500	—	0,065	1,115	—	0,048
8	Aargauische Bank	6,000,000	—	600,000	—	53,650	80	6,000,000	—	801,043	42	13,351	180,082	43	2,168	5,437	80	0,091	99,788	40	1,663
9	Toggenburger Bank	2,200,000	—	257,100	—	2,507	38	2,200,000	—	283,471	82	12,888	72,175	24	3,281	11,762	73	0,335	53,293	03	2,422
10	Banca della Svizzera italiana	1,000,000	—	250,000	—	10,050	09	1,000,000	—	270,063	07	27,006	88,681	49	8,868	16,439	15	1,644	29,383	90	2,938
11	Thurgauische Hypothekenbank	3,000,000	—	700,000	—	17,905	80	3,000,000	—	348,395	30	11,613	63,694	80	2,124	8,338	20	0,277	73,226	25	2,441
12	Graubündner Kantonalbank	2,000,000	—	678,081	25	—	—	2,000,000	—	346,437	99	17,322	77,149	52	3,857	14,000	—	0,700	35,665	22	1,783
13	Kantonal-Spar- und Leihkasse Luzern . .	—	—	700,000	—	—	—	1,000,000	—	245,317	06	24,332	42,970	70	4,257	7,649	50	0,765	9,514	22	0,861
14	Banque du Commerce	7,500,000	—	337,150	—	1,880	30	10,000,000	—	1,031,520	70	10,815	136,721	30	1,367	25,409	60	0,234	30,000	—	0,300
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank	2,000,000	—	49,340	52	—	—	2,000,000	—	219,094	91	10,955	48,937	47	2,447	2,194	05	0,110	12,543	39	0,627
16	Bank in Zürich	6,000,000	—	550,000	—	3,984	26	6,000,000	—	565,525	28	9,425	135,701	76	2,262	37,332	—	0,622	20,000	—	0,353
17	Bank in Basel	4,000,000	—	681,540	34	17,851	67	4,000,000	—	588,344	63	14,709	114,565	91	2,861	10,000	—	0,230	58,751	—	1,469
18	Bank in Luzern	4,000,000	—	230,000	—	9,755	25	4,000,000	—	338,994	10	8,473	56,572	33	1,414	16,566	80	0,414	63,992	18	1,600
19	Banque de Genève	2,500,000	—	261,379	—	8,519	60	2,500,000	—	332,452	35	13,298	59,561	35	2,332	4,350	—	0,174	159,693	85	6,388
20	Crédit Gruyérien	500,000	—	70,168	02	2,570	24	500,000	—	62,483	88	12,497	12,219	35	2,444	1,865	55	0,373	418	75	0,084
21	Zürcher Kantonalbank	12,000,000	—	2,400,000	—	147,039	54	12,000,000	—	1,441,374	45	12,011	368,790	74	3,673	89,936	45	0,749	97,476	26	0,812
22	Solothurnische Bank	3,000,000	—	790,000	—	5,890	72	3,000,000	—	319,668	53	10,656	73,994	28	2,466	13,827	55	0,461	27,295	07	0,910
23	Bank in Schaffhausen	1,500,000	—	197,536	90	845	71	1,500,000	—	187,980	19	12,332	35,515	80	2,368	11,251	80	0,700	74,973	49	4,398
24	Banque cantonale fribourgeoise	2,400,000	—	118,268	70	—	—	2,400,000	—	48,943	96	9,189	48,943	96	2,038	8,459	85	0,354	233,391	97	9,724
25	Caisse d'amortissement de la dette publique	—	—	292,348	34	—	—	750,000	—	157,672	99	21,023	35,997	28	4,800	2,622	78	0,350	29,928	09	3,990
26	Banque cantonale vaudoise	12,000,000	—	2,701,750	—	11,210	66	12,000,000	—	1,366,131	56	11,384	313,252	52	2,610	70,552	35	0,588	100,000	—	0,833
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri	—	—	184,149	24	—	—	293,147	90	65,539	15	22,357	9,170	52	3,118	457	50	0,156	5,539	91	1,890
28	Kantonale Spar- u. Leihkasse v. Nidwalden	97,766	10	1,674	34	—	—	319,171	26	26,027	52	8,155	4,076	61	1,278	300	—	0,094	—	—	—
29	Banque populaire de la Gruyère	500,000	—	50,000	—	—	—	500,000	—	49,177	36	9,835	12,485	35	2,497	1,546	74	0,309	—	—	—
		99,647,766	10	15,598,502	05	330,358	30	104,412,319	16	12,394,291	03	11,870	2,536,012	99	2,429	509,513	10	0,488	1,718,676	48	1,646

Bemerkungen

Die Tantième, die wir als eine eigene Form der Gehaltszahlung an die Angestellten, bez. der Entschädigung an die Verwaltungsbehörden betrachten, haben wir zu den „Verwaltungskosten“ gerechnet.

Von den „Verlusten und Abschreibungen“ haben wir die Wiedereingänge von früheren Abschreibungen in Abzug gebracht.

Bei der Kantonalbank von Bern wurde die Zuweisung von 70,000 Fr. an die „Reserve für muthmaßliche Verluste“ als Verlust zu Lasten des Jahres 1882 behandelt.

Die Spezial-Reserve von 55,000 Fr. bei der Bank in St. Gallen wurde als solche, mit Rücksicht auf deren Bestimmung (Steuer-Vortrag und Banknotenherstellungskosten) eliminiert.

Die vom Crédit agricole et industriel de la Broye noch unvertheilte Provision von Fr. 10,678. 90 wurde zum Reservefond gerechnet.

Bei der Banca della Svizzera italiana haben wir die Abschreibung von 10,000 Fr. am Bankgebäude unter die „Verluste und Abschreibungen“ gebracht.

Der Regierungsrath hat folgende Vertheilung des Reingewinnes pro 1882 der Kantonal-Spar- und Leihkasse Luzern beschlossen:

Fr. 51,600. — dem Staate
 „ 30,000. — dem Reservefond
 „ 103,582. 64 der kantonalen Irrenanstalt

Fr. 185,182. 64

Schweizerischen Emissionsbanken
1882SUISSES LÉGALEMENT AUTORISÉES
1882

der Schweizerischen Emissionsbanken

s banques d'émission suisses

du produit brut			Verwendung des Reingewinnes Répartition du produit net									Eigene Gelder Ende 1882 Fonds propres fin 1882					Ordernummer Numéro d'ordre							
Reingewinn Produit net	o/o		Dividende Dividende	o/o	Reserven Réserves	o/o	Gemeinnützige Zwecke Oeuvres de bienfaisance	o/o	Gewinn-Saldo Solde du bénéfice à nouveau	o/o	Andere Zuweisungen an die Reserve Autres dotations aux réserves	o/o	Aktien und Dotationen Actions et dotations	Reserven Réserves	Gewinn-Saldo Solde du bénéfice à nouveau									
250,533	10	4,175	310,000	—	5,166	÷ 61,225	69	÷ 1,020	—	—	—	1,758	79	0,020	10,300	19	0,172	6,000,000	—	1,343,483	22	1,915	43	1
199,189	80	6,839	140,000	—	4,666	50,000	—	1,667	—	—	—	9,189	80	0,306	—	—	—	3,000,000	—	515,000	—	15,395	30	2
496,837	18	4,368	500,000	—	5,000	—	—	—	—	—	—	÷ 3,162	82	÷ 0,032	—	—	—	10,000,000	—	—	—	1,531	95	3
414,329	97	41,133	75,000	—	7,500	100,000	—	10,600	5,500	—	0,550	233,829	97	23,383	—	—	—	1,000,000	—	380,000	—	236,149	25	4
275,903	19	6,131	279,000	—	6,200	—	—	—	—	—	—	÷ 3,096	81	÷ 0,069	—	—	—	4,500,000	—	900,000	—	4,315	50	5
45,720	49	7,034	39,000	—	6,000	7,194	55	1,107	—	—	—	÷ 474	06	÷ 0,073	14,839	—	2,283	784,900	—	140,640	23	857	74	6
196,770	98	8,556	103,500	—	4,500	40,000	—	1,739	—	—	—	53,270	98	2,317	—	—	—	2,400,000	—	430,000	—	68,346	96	7
565,734	79	9,429	420,000	—	7,000	—	—	—	144,000	—	2,400	1,734	79	0,029	—	—	—	6,000,000	—	600,000	—	55,385	59	8
146,240	82	6,647	132,000	—	6,000	14,500	—	0,629	—	—	—	÷ 259	18	÷ 0,012	—	—	—	2,200,000	—	271,600	—	2,248	20	9
135,558	53	13,556	100,000	—	10,000	41,000	—	4,100	1,250	—	0,125	÷ 6,691	47	÷ 0,069	9,000	—	0,900	1,000,000	—	300,000	—	3,358	62	10
203,136	05	6,771	180,000	—	6,000	30,000	—	1,000	—	—	—	÷ 6,863	95	÷ 0,020	—	—	—	3,000,000	—	730,000	—	11,041	85	11
219,623	25	10,982	167,500	—	8,378	52,123	25	2,608	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,000,000	—	730,204	50	—	—	12
185,182	64	18,519	51,600	—	5,161	30,000	—	3,000	103,582	64	10,358	—	—	—	—	—	—	1,000,000	—	730,000	—	—	—	13
839,389	80	8,394	700,000	—	7,000	135,700	—	1,357	—	—	—	3,689	80	0,037	—	—	—	10,000,000	—	472,850	—	5,570	10	14
155,420	—	7,771	133,613	35	6,681	21,806	65	1,090	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,000,000	—	71,147	17	—	—	15
372,491	52	6,208	300,000	—	5,000	50,000	—	0,533	—	—	—	22,491	52	0,375	—	—	—	6,000,000	—	600,000	—	26,475	78	16
405,027	72	10,126	344,000	—	8,640	61,333	33	1,533	—	—	—	÷ 305	61	÷ 0,007	—	—	—	6,000,000	—	742,873	67	17,546	06	17
201,862	79	5,947	200,000	—	5,000	—	—	—	—	—	—	1,862	79	0,047	—	—	—	4,000,000	—	230,000	—	11,618	04	18
368,847	15	4,354	100,000	—	4,000	11,736	—	0,469	—	—	—	÷ 2,888	85	÷ 0,115	—	—	—	2,500,000	—	273,115	—	5,630	75	19
47,950	23	9,506	32,500	—	6,500	14,400	—	2,880	—	—	—	1,080	23	0,216	—	—	—	500,000	—	84,568	02	3,650	47	20
885,171	—	7,377	525,000	—	4,375	300,000	—	2,500	100,000	—	0,833	÷ 39,329	—	÷ 0,331	—	—	—	12,000,000	—	2,700,000	—	107,210	54	21
204,551	63	6,819	168,000	—	5,600	35,000	—	1,167	—	—	—	1,551	63	0,052	—	—	—	3,000,000	—	825,000	—	7,442	35	22
66,239	10	4,416	60,000	—	4,000	5,312	41	0,351	—	—	—	926	69	0,082	2,397	45	0,160	1,500,000	—	205,246	76	1,772	40	23
÷ 70,272	20	÷ 2,928	96,000	—	4,000	÷ 68,268	70	÷ 2,844	—	—	—	÷ 98,003	50	÷ 4,084	—	—	—	2,400,000	—	50,000	—	÷ 98,003	50	24
89,124	84	11,883	—	—	—	89,124	84	11,883	—	—	—	—	—	—	90,707	90	12,004	750,000	—	472,181	08	—	—	25
882,326	69	7,383	816,000	—	6,800	63,000	—	0,525	—	—	—	3,326	69	0,028	—	—	—	12,000,000	—	2,764,750	—	14,537	35	26
50,371	22	17,183	36,030	35	12,290	14,340	87	4,893	—	—	—	—	—	—	—	—	—	500,000	—	148,490	11	—	—	27
21,650	91	6,783	19,834	63	6,213	1,816	28	0,568	—	—	—	—	—	—	—	—	—	590,306	04	3,490	62	—	—	28
35,145	27	7,029	30,000	—	6,000	4,624	50	0,925	—	—	—	520	77	0,104	—	—	—	500,000	—	54,624	50	520	77	29
7,630,088	46	7,307	6,058,578	33	5,802	1,043,518	29	0,999	354,382	64	0,340	173,659	20	0,166	127,244	54	0,122	107,125,206	04	16,769,264	88	504,017	50	

Observations

Les tantièmes, que nous considérons comme une forme particulière d'appointements aux employés ou d'indemnités aux conseils d'administration, sont compris dans les „frais d'administration“.

Dans les „pertes et amortissement“ les rentrées de créances déjà amorties sont portées en déduction.

La répartition de 70,000 fr. à la „réserve pour pertes probables“ chez la Banque cantonale de Berne a été considérée comme perte pour l'année 1882.

La réserve spéciale de 55,000 fr. chez la Banque à St-Gall, considérée comme telle, a été éliminée en raison de sa destination (report à nouveau d'impôts et frais de confection de billets de banque).

La somme de fr. 10,678. 90, produit de provisions non encore réparties du Crédit agricole et industriel de la Broye, a été comprise dans le fonds de réserve.

L'amortisation de 10,000 fr. sur le bâtiment de la banque de la Banca della Svizzera italiana se trouve dans les „pertes et amortissement“.

Le Conseil d'Etat a fixé la répartition du bénéfice de l'exercice 1882 de la Caisse d'épargne et de prêts à Lucerne de la manière suivante:

Fr. 51,600. — à l'Etat
 „ 30,000. — au fonds de réserve
 „ 103,582. 64 à l'institut cantonal d'aliénés

Fr. 185,182. 64

Spezifikation der gesetzlichen Baarschaft bei den schweiz. Emissionsbanken auf 30. Juni 1883

Spécification de l'encaisse légale chez les banques d'émission suisses au 30 juin 1883

N ^o	Firma — Raison sociale	Gold — Or		Silber — Argent	
		Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen	2,271,970	—	1,150,030	—
2	Basellandschaftliche Kantonalbank, Liestal	238,220	—	115,850	—
3	Kantonalbank von Bern in Bern	3,517,975	—	906,250	—
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona	494,382	—	381,535	—
5	Bank in St. Gallen in St. Gallen	1,378,370	—	781,790	—
6	Crédit agricole et industriel de la Broye à Estavayer	208,110	—	4,035	—
7	Thurgauische Kantonalbank, Weinfelden	367,435	—	260,850	—
8	Aargauische Bank in Aarau	403,490	—	646,905	—
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig	422,440	—	64,644	—
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano	831,655	—	62,050	—
11	Thurgauische Hypothekbank in Frauenfeld	226,425	—	358,945	—
12	Graubündner Kantonalbank, Chur	944,915	—	33,678	—
13	Kant. Spar- und Leihkasse, Luzern	588,245	—	89,880	—
14	Banque du commerce, Genève	5,207,050	—	2,534,125	—
15	Appenzell A.Rh. Kantonalbank in Herisau	900,000	—	146,000	—
16	Bank in Zürich, Zürich	1,235,010	—	2,122,900	—
17	Bank in Basel, Basel	2,042,445	—	980,835	—
18	Bank in Luzern, Luzern	673,310	—	275,540	—
19	Banque de Genève, Genève	1,206,135	—	637,435	—
20	Crédit Gruyérien à Bulle	111,990	—	4,125	—
21	Zürcher Kantonalbank in Zürich	4,666,735	—	3,861,680	—
22	Solothurnische Bank in Solothurn	998,000	—	192,000	—
23	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen	303,795	—	29,140	—
24	Banque cantonale fribourgeoise à Fribourg	558,420	—	49,915	—
25	Caisse d'amortissement de la dette publique à Fribourg	297,110	—	59,040	—
26	Banque cant. vaudoise, Lausanne	2,977,925	—	70,705	—
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri in Altorf	63,736	—	83,450	—
28	Kantonale Spar- und Leihkasse von Nidwalden in Stans	125,520	—	7,125	—
29	Banque populaire de la Gruyère, Bulle	80,980	—	5,005	—
		33,341,793	—	15,915,462	—
	Depositem bei der Zentralstelle	1,200,000	—	5,067,194	04
	Dépôt au bureau central				
	Gesetzliche Baarschaft	34,541,793	—	20,982,656	04
	Encaisse légale				

Zentralstelle der Konkordatsbanken. — Bureau central des banques concordataires

Verkehr mit den Konkordatsbanken Mouvement entre les banques concordataires

im Monat Juni 1883 — en juin 1883

1 ^o Uebertragungen von Konto auf Konto	Fr. 8,936,411. 55
Virement de compte à compte	
2 ^o Cassa-Bewegung: — Mouvement de caisse:	
Eingang (entrée)	Fr. 981,000. —
Ausgang (sortie)	» 1,962,000. —
Total	Fr. 10,898,411. 55

Einnahmen der Zollverwaltung in den Jahren 1882 und 1883

Recettes de l'administration des péages dans les années 1882 et 1883

Monate Mois	1882		1883		1883			
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.	Mehreinnahme Augmentation		Mindereinnahme Diminution	
Januar Janv.	1,489,448	66	1,421,795	78	—	—	67,652	88
Febr. Fevr.	1,333,520	44	1,638,594	05	305,073	61	—	—
März Mars	1,547,415	69	1,814,913	19	267,497	50	—	—
April Avril	1,528,266	18	1,740,796	34	212,530	16	—	—
Mai Mai	1,615,322	39	1,732,688	57	117,366	18	—	—
Juni Juin	1,433,723	98	1,564,135	17	130,411	19	—	—
Juli Juillet	1,300,271	75	—	—	—	—	—	—
August Août	1,324,804	40	—	—	—	—	—	—
Sept. Sept.	1,531,349	82	—	—	—	—	—	—
Oktob. Octobre	1,754,657	57	—	—	—	—	—	—
Nov. Nov.	1,786,687	93	—	—	—	—	—	—
Dez. Déc.	1,958,516	19	—	—	—	—	—	—
Total	18,603,985	—	—	—	—	—	—	—
auf Ende Juni à fin juin	8,947,697	34	9,912,923	10	965,225	76	—	—

Schweizerische Konsulatsberichte.

Budapest, den 5. Juni 1883.

Auszug aus dem Bericht des schweiz. Konsuls, Herrn Heinrich Haggenmacher, über das Jahr 1882.

Ein Jahr ohne große Errungenschaften und Schöpfungen, aber wenigstens begünstigt von Frieden und dem Wohlwollen der Natur liegt hinter Ungarn. Für die Gestaltung der materiellen Verhältnisse waren diese beiden Faktoren von gutem Einfluß und die Ergebnisse des Handels waren auf den meisten Gebieten lohnende.

Weniger günstig zeigte sich das Jahr den Geldverhältnissen und finanziellen Operationen. Die Nachwirkungen der Bontoux-Krise machten sich fühlbar. Der Zinsfuß erhöhte sich, die beabsichtigte Fortsetzung der Konversion der 6%igen Goldrente mußte unterbleiben. Eben so wenig gelang es, das Defizit aus dem Staatshaushalte zu verbannen.

Auf handelspolitischem Gebiet hervorragend ist die Sanktionierung des revidierten Zolltarifs, welcher analog den Schöpfungen anderer Staaten ein stark schutzzöllnerisches Gepräge trägt.

Ernte Ungarns. Die Ausgiebigkeit der 1882er Ernte Ungarns, welche namentlich durch die Qualität des Weizens hervorragte, wird ersichtlich aus folgenden, auf einer Zusammenstellung des k. ungar. Handelsministeriums beruhenden Ziffern. Es wurden gefechst:

Weizen zirka 37,000,000 q, während Mittelerten nur 22—24,000,000 q ergaben.

Roggen	zirka 12,400,000 q	Hafer	zirka 9,200,000 q
Halbfrucht	» 2,700,000 »	Mais	» 28,300,000 »
Gerste	» 13,000,000 »	Reps	» 650,000 »

In der ersten Hälfte des Jahres bis zum Beginn der neuen Ernte war das Geschäft in Weizen in Folge der schlechten 1881er Ernte ein engbegrenztes. Ein lebhafter Export entwickelte sich dagegen sofort in der neuen Campagne, um so mehr und dauernder, als die beziehenden Länder längere Zeit durch nasses Wetter an der Verwerthung der eigenen Ernten gehindert waren.

Wie früher, waren es vorwiegend Süddeutschland und die ganze Schweiz, welche sich am Einkauf in Ungarn beteiligten. Nächst Weizen war vom Ausland Gerste gesucht, deren Ergebnis mehr durch Quantum als Qualität glänzte. In Roggen stellte sich eine gute Mittelernthe heraus, ebenso in Hafer; sehr günstig war das Ergebnis in Mais.

Was die Preisrichtung der einzelnen Fruchtgattungen betrifft, so begann P^r Theiß-Weizen im Januar mit Fl. 13. 20 und schloß Ende März mit 12. 70 per metr. Zentner. Der April brachte ein lebhafteres Geschäft der Mühlen und damit wurden höhere Preise bis 13. 50 erreicht. Im Mai und Juni wechselte die Stimmung nach Bedarf und Witterung. Ende Juli holte P^r alter Theißweizen 12. 40, neuer 11. 80. Im August ein Rückgang bis zirka 60 Kreuzer; der bis dahin lebhaftere Export stagnierte um diese Zeit mehr und mehr, und ein allmählicher Rückgang im Laufe September-Oktober reduzierte den Preis von P^r Waare bis 10. 20, um in Folge schwächerer Zufuhren und größerer Nachfrage des Auslandes im Dezember mit 10. 50 zu schließen.

In unangenehmer Weise fanden sich die Erwartungen getäuscht, welche anfänglich an die Resultate der Weinfechtung geknüpft wurden.

Nach einer längeren Dauer von nassem Wetter war das Ergebnis in Quantum und namentlich in Qualität kaum ein mittleres. Dem entsprechend war auch der Absatz junger Weine nach dem Ausland ein kaum nennenswerther. Der Preis für Weißweine untergeordneter Qualität stellte sich auf 10—12 Fl. und in gleicher Höhe für Rothweine. Aeltere Jahrgänge dagegen, namentlich rother Weine, konnten nach dem Ausland zu guten Preisen abgesetzt werden und es waren die Vorräthe dem Begehr kaum entsprechend.

Die ganze Fechtung des Jahres beziffert sich auf zirka 4 Millionen hl, was gegen 1879 einen Ausfall von rund 2 Millionen hl bedeutet.

Wie immer war das gute Ergebnis der Ernte von entscheidendem Einfluß auf den Hauptzweig der ungarischen Industrie, die Mülerei. Während in der ersten Hälfte des Jahres die denkbar ungünstigsten Verhältnisse, sowohl in Beschaffung des Rohprodukts, als auch im Absatz des Fabrikats im In- und Ausland obwalteten, welche endlich, um noch größere Verluste zu vermeiden, den hauptstädtischen Mühlen den Abschluß einer Konvention auf reduzierten halben Betrieb abzwangen, trat mit der neuen Ernte der Umschwung zum lebhaften und nutzbringenden Geschäft ein, in der Weise, daß die Mühlen nach Wiederaufnahme des Vollbetriebs im August denselben bis zum Schluß des Jahres fortsetzen konnten, ohne über größere Lagerbestände zu verfügen.

Der Absatz florirte nach allen gewohnten Richtungen. England war, wie immer, umfassenster Käufer feiner Sorten. Weiter bezogen ungarische Mehle Brasilien, Frankreich, Deutschland, die Schweiz, Belgien und Holland.

Die dießjährigen Abschlüsse der Mühlen zählen, trotz des verlorenen ersten Halbjahres, zu den befriedigenden.

Im Laufe des ganzen Jahres wurden von den hauptstädtischen Mühlen zirka 4,500,000 q Getreide verarbeitet, während die volle Leistungsfähigkeit derselben sich auf zirka 6,000,000 q beziffert.

Auf dem Gebiete weiterer industrieller Thätigkeit trat seitens der Regierung wie der betreffenden Kreise der ernstliche Wille zu Tage, das Bestehende zu fördern und Neues nach Kräften zu schaffen. Von wohlthätigem Einfluß muß sich dabei das Gesetz über die Begünstigung neuer Industriezweige erweisen.

In Folge des auf ausländisches Fabrikat gelegten Zolls wendet sich die Aufmerksamkeit der einheimischen Verarbeitung von Jute zu. Eine derartige Spinnerei und Weberei wird in Balde in der Nähe der Hauptstadt zu arbeiten beginnen.

Landwirthschaftliche Maschinen haben in Folge der guten Ernte weitere ausgedehnte Verwendung gefunden. Auch in diesem Zweige der Industrie haben theils einheimische, theils von auswärtig hier ansässig gewordene Kräfte (z. B. Rauschenbach von Schaffhausen) die Konkurrenz mit dem Auslande mit Erfolg aufgenommen.

Die Geldverhältnisse des Jahres waren wechselnde. Während nach der französischen Krisis Geld billiger und der Zinsfuß herabgesetzt wurde, vertheilte sich derselbe gegen Herbst neuerdings und stieg der Diskonto

wieder von 4 auf 5 %. Eine eben so wechselvolle Stimmung fand ihren Ausdruck in den Kursen der Börse, welche sich sehr unerfreulich gestalteten. Am meisten litten die Papiere der leitenden und vom internationalen Geldmarkt abhängigen Banken, welche durch die kritischen Verhältnisse in ihrer Tätigkeit beschränkt wurden. Nichtsdestoweniger haben die konsolidierten heimischen Geldinstitute noch immer befriedigende Resultate erzielt.

Die Verhältnisse der Aus- und Einwanderung sind mit denen des Vorjahres im Ganzen gleich geblieben.

Was die Rückwanderung nach der Schweiz betrifft, so sind es meist junge Leute beiderlei Geschlechts, welche, nachdem sie zum Zweck der Ausübung ihres Gewerbes, resp. Verwerthung ihrer französischen Sprachkenntnisse hier Unterkommen gefunden haben, nach einiger Zeit, sei es aus Mangel an weiterer Arbeit oder nach abgelaufener Dienstzeit wieder nach Hause zurückkehren. Manche gründen sich eigene dauernde Existenz und finden dabei hier bleibende Wohnstätte. Die Einführung von Gouvernanten, Bonnen und Gespielen wird trotz der in den französischen Kantonen seitens der Behörden und einiger Vereine gehandhabten strengen Kontrolle in ziemlich gleich bleibender numerischer Stärke weiter betrieben. Die einzige Lichtseite des Erwerbs blendet, wogegen den manigfachen Schattenseiten dieses gewerbsmäßigen Unterbringens, namentlich von Kindern, seitens der Eltern und Vormünder wenig Berücksichtigung zu Theil wird.

In dem Vereinsleben der hier befindlichen Schweizer hat sich auch dieses Jahr nichts geändert.

Der hiesige Unterstützungsverein verfolgt in bisheriger Weise seine guten Zwecke und hat laut dem erschienenen Jahresausweis wieder **Fr. 1,037. 50** an Hilfgeldern für Angehörige beiderlei Geschlechts und beinahe aus allen Kantonen verwendet. Dabei wurde der Verein seitens des hohen Bundesrates und der löblichen Kantonsregierungen mit einer Jahrespende von **340 Fr.** bedacht, welche wie immer dankbarste Anerkennung gefunden hat.

Auswärtige Zölle. — Douanes étrangères.

Deutschland.

Durch den am 4. Mai d. J. unterzeichneten Handelsvertrag zwischen Deutschland und Italien sind für die Einfuhr nach Deutschland folgende ermäßigte Zölle festgesetzt worden:

Frische Weinbeeren	10 Mk. für 100 kg
Frische Apfelsinen, Citronen, Limonen, Pomeranzen, Granaten	4 » »
Anmerkung: Verlangt der Zollpflichtige die Auszahlung, so zahlt er für 100 Stück 65 Pf.	
Frische Datteln und Mandeln	4 Mk. für 100 kg
Getrocknete Datteln, Mandeln, Pomeranzen u. Granaten	10 » »
Olivensatz	30 » »
Speiseöl in Flaschen oder Krügen	10 » »
Olivensatz in Fässern	4 » »

Diese Zölle gelten seit dem 1. Juli d. J. und zwar, kraft der vertragsmäßigen gegenseitigen Behandlung auf dem Fuße der meistbegünstigten Nation, auch für Sendungen aus der **Schweiz**.

Bei der Einfuhr dieser Artikel in Deutschland ist bis auf Weiteres jedoch nachzuweisen, daß die Waare nicht aus Spanien oder dessen Besitzungen stammt. Diese Nachweisung des Ursprungs ist durch beförderliche, eventuell in beglaubigter Uebersetzung beizubringende Atteste des Heimathlandes oder in anderer Weise (Vorlegung von Schiffspapieren, Fakturen, Original-Frachtbriefen, kaufmännischen Korrespondenzen etc.) glaubhaft zu leisten.

Der Erbringung dieses Nachweises bedarf es nicht, wenn die in Frage kommenden Waaren als Passagiergut von Reisenden eingehen.

In Fällen, wo über die Abstammung der vorbezeichneten Waaren aus einem anderen Lande als Spanien Zweifel nicht bestehen, kann mit Genehmigung des Amtsvorstandes von der Beibringung eines besonderen Nachweises über die Herkunft der Waare Abstand genommen werden.

Allemagne.

Le traité de commerce signé le 4 mai de l'année courante, entre l'Allemagne et l'Italie, stipule les droits réduits suivants à l'entrée en Allemagne:

Raisins frais	10 marks par 100 kg
Mandarines, citrons, limons, oranges, grenades frais	4 » »
Remarque: Lorsque l'importateur demandera de payer les droits sur la base du nombre, la taxe sera de 65 pfennings par centaine.	
Dattes, amandes fraîches	4 marks par 100 kg
Dattes, amandes, oranges et grenades sèches	10 » »
Olivensatz	30 » »
Huiles comestibles en bouteilles ou dames-jeannes	10 » »
Huile d'olive en fûts	4 » »

Ces droits sont en vigueur depuis le 1^{er} juillet courant et, en vertu de la clause conventionnelle du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée, s'appliquent également aux envois faits de **Suisse** en Allemagne.

On doit établir, jusqu'à nouvel avis, lors de l'importation de ces articles en Allemagne, qu'ils ne proviennent pas d'Espagne ou d'une de ses colonies. Cette preuve de la provenance sera faite, soit par une attestation du lieu d'origine, éventuellement traduite et légalisée, soit par la production d'autres papiers, tels que: connaissements, factures, lettres de voiture originales, correspondance commerciale, etc.

L'exhibition de cette attestation d'origine n'est pas exigée des voyageurs qui introduisent les dites marchandises avec leurs bagages.

Lorsqu'il ne peut s'élever de doute sur la provenance des marchandises en question, d'un pays autre que l'Espagne, l'obligation de présenter une preuve particulière sur leur origine peut être supprimée, avec le consentement du bureau des péages.

Ausstellungen — Expositions

Internationale Ausstellung in Budapest.

Dem *Journal officiel* français entnehmen wir, daß im Laufe des Jahres 1885 in Budapest eine internationale Ausstellung stattfinden soll.

In Bezug auf die Annahme von *Gegenständen aus dem Auslande* hat die Zentral-Ausstellungskommission folgende Beschlüsse gefaßt:

Die Produkte des Orients werden in einem besonderen, der Regierung oder der Kommission unterstellten Museum ausgestellt. Unter «Orient» sind Bosnien, Serbien, Rumänien und Bulgarien verstanden, welche als Nachbarländer Ungarns für dieses ein landwirthschaftlich-kommerzielles Interesse haben.

Der Industrie dienende Maschinen und Werkzeuge werden ohne Beschränkung zugelassen.

Landwirthschaftliche Maschinen aus dem Auslande werden nur angenommen, sofern sie neuer Erfindung sind oder eine wesentliche Verbesserung aufweisen.

Unterrichtsgegenstände und ausländische technische Apparate werden nicht angenommen, es sei denn, daß diese auf neuer Erfindung beruhen und für andere als industrielle Zwecke Interesse bieten; sie werden außerdem nur mit besonderer Bewilligung der Kommission und in einer Separattheilung ausgestellt.

Unbedingte Annahme finden Samenprodukte, ferner Kunstgegenstände von im Auslande wohnenden Ungarn.

Exposition nationale de Budapest.

Nous empruntons au *Journal officiel* français les renseignements suivants: Une exposition nationale doit avoir lieu à Budapest dans le courant de l'année 1885.

Elle comprendra 32 sections, pour chacune desquelles un programme particulier sera ultérieurement rédigé.

La commission centrale de l'exposition a pris les résolutions suivantes, relativement à l'admission des articles étrangers:

Les produits de l'Orient seront exposés dans un musée particulier dont le gouvernement ou la commission aura l'entreprise. Sous la dénomination d'«Orient», on comprend les pays les plus rapprochés de la Hongrie et qui, au point de vue agricole, ont pour elle une importance commerciale, à savoir: la Bosnie, la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie.

Les machines et les outils servant à l'industrie seront admis sans restriction.

Relativement à l'admission des machines agricoles étrangères, on n'admettra que celles d'invention nouvelle ou présentant une amélioration importante.

Les objets servant à l'enseignement et les instruments techniques étrangers seront exclus de l'admission. On admettra toutefois des objets d'invention nouvelle offrant de l'intérêt en dehors d'un but de production industrielle: ces objets seront soumis à l'approbation de la commission et exposés à part.

Enfin, la commission accepte l'admission et la concurrence absolues: 1^o des produits des semences; 2^o des objets d'art provenant des Hongrois résidant à l'étranger.

Verschiedenes — Divers

Handelsverhältnisse im Orient.

Wir entnehmen einer Reihe von im Oesterreichischen Handelsministerium zusammengestellten Handelsberichten österreichischer Konsuln im Ottomanischen Reiche folgende, speziell schweizerische Interessen berührenden Nachweisungen betreffend das Jahr 1882:

Adrianopel. Einer merkwürdigen und fortwährend sich steigenden Konkurrenz begegnen hier die einfärbigen Baumwollgewebe aus österreichischen, deutschen, englischen und **Schweizer** Fabriken von Seite der gleichartigen griechischen Waare, wogegen in gedruckten und bunten Manufakten zuerst England, und nach diesem Oesterreich, Deutschland und die **Schweiz** noch immer ihre dominierende Stellung auf dem Markte von Adrianopel behaupten.

Ganz und halbseidene Manufakte waren mehr gefragt als im Vorjahre und stieg deren Einfuhrwerth von 550,000 auf 1,000,000 Piaster. Oesterreich beteiligte sich an dieser letzteren Summe mit 300,000 Piaster, Frankreich mit 450,000 Piaster, während 250,000 Piaster der **Schweiz** und dem nördlichen Italien zufielen.

Monastir. Andere Artikel (als feine Tuche von Wolle und Halb- wolle), welche hauptsächlich aus Oesterreich-Ungarn kommen und in welchen auch die **Schweiz** und Frankreich hier konkurriert, sind Shawls (Schärpen, Gürteltücher) und wurden 40,000 Stück zum Preise von 10 bis 15 Piaster verkauft. Es gibt wohl auch eine halbseidene Sorte im Preise von 25 bis 45 Piaster, welche indeß nicht von Bedeutung ist. Derselbe Artikel von **Schweizer** Ursprung, in der Quantität ziemlich mit jener Oesterreichs gleich und zum Preise von 17 bis 32 Piaster, erfreut sich eines allzugen Absatzes, um wohlfeil zu werden; sein Konsum ist auch fortwährend steigend, während der Absatz englischer, wie auch unserer Waare mehr stationär ist. In einer Sorte von *Tüchern*, welche bloß die **Schweiz** importirt, erreichte der Absatz 50,000 Dutzend in ziemlich verschiedener Qualität, wie dies aus ihren Preisen hervorgeht, welcher 3 bis 40 Piaster betrug. In diesem Artikel kann Niemand mit der Schweiz konkurrieren.

Die sogen. *Kalemkier*, ebenfalls aus der Schweiz und konkurrenzlos, erreichten einen Absatz von 30,000 Dutzend im Preise von 20 bis 70 Piaster.

In *Seidenwaaren* und anderen gemischten Stoffen ist der unter dem Namen *Faille* bekannte Artikel der vorherrschende und wird von Jahr zu Jahr mehr begehrt, so daß dessen Absatz im Jahre 1882 bis 130,000 Fr. betrug. Ferner gingen gut Moiré, Taffet, Atlas, Croisé, Popelin, Sultané und englischer Satin; ferner Tzof, ein englischer Stoff aus Wolle und Baumwolle, im Preise von 1½ bis 3 Piaster pr. Arschin in ordinärer und von 10 bis 12 Piaster in solider Qualität.

Dabei ist zu bemerken, daß das Handelsgebiet dieses Platzes seit langer Zeit in Abnahme begriffen ist und seine Wichtigkeit von ehedem mehr und mehr einbüßt. Hauptsächlich ist es Salonich, welches den Handel an sich zieht. Die Waaren von Monastir gehen noch viel nach Debra und Elbasan, aber auch diese Orte versehen sich mehr als zur Hälfte von Scapia, Durazzo und Scutari. Die Hauptorte Florina, Ochri und Perlepe etc. gravitiren seit geraumer Zeit nach Salonich, welches dieselben schon mit drei Viertel alles Bedarfes versorgt. In ähnlicher Lage befinden sich Castoria, Goritza u. s. w.

Dabei ist folgendes zu berücksichtigen: Fast 80 % der von weither bezogenen Waaren wird in zweiter Hand von Constantinopel und Salonich, der Ueberrest in direkter Verbindung von Oesterreich, der Schweiz und Frankreich entnommen.

Die Emporien von Constantinopel und Salonich arbeiten mit größeren Kapitalien, haben den Vortheil, direkt große Einkäufe auf einmal zu machen und deshalb auch günstigere Bedingungen beim Verkaufe zu stellen, als dies die Kaufleute von Monastir im Stande sind, welche über geringe Geldmittel verfügen.

Janina. In Baumwollgarnen und derlei Waaren beherrscht England den hiesigen Platz; den ganzen Lokalbedarf an Baumwollgarn pr. 20,000 fl. deckte voriges Jahr England ausschließlich. An sonstigen Baumwollwaaren importirte England nationale Fabrikate um 192,000 fl. Oesterreich-Ungarns Import in diesen Artikeln beschränkte sich gleich jenem der Schweiz auf nur 7 1/2 %. Mit ungefähr 3000 bis 4000 fl. betheiligte sich auch die Türkei an der diebziehligen Einfuhr mittelst einer geringen Partie (1000 Stück) Constantinopler Kalemkiar (Kopftücher aus feinem Wollgewebe) und Basma (Gewebe aus Brussa'er Seide) für Frauenhemden und Corsetten. Die Constantinopler Kalemkiars werden hier von den wohlhabenderen eingebornen Frauen mit großer Vorliebe getragen, und von diesen den nachgebildeten europäischen Fabrikaten vorgezogen. In der Mode und derzeit besonders beliebt ist die schwarze Grundfarbe mit gelbtem Rand in matten Pfirsichblüthen- und grün gemischten Farben. Das Stück wird hier mit 1 bis 2 Silbermedjidié (20 bis 40 Piaster) bezahlt.

In Schafwollwaaren herrscht Oesterreich-Ungarn am hiesigen Markt und betheilt sich an der Gesamtzufuhr derselben mit 50 %. Nächst österreichisch-ungarischem ist englisches Erzeugniß hierorts mit 30 % vertreten. Erst in dritter Reihe kommen Frankreich, die Schweiz und Italien. An österreichisch-ungarischen Erzeugnissen gelangten voriges Jahr Tücher aus Brünn für 80,000 fl., Cachemir für 60,000 fl., Fesse für 36,000 fl., endlich fertige Kleider für 4000 fl. hier zu Markte.

Auch in Seiden-, Halbseiden- und Sammtwaaren ist die Einfuhr aus Oesterreich-Ungarn bedeutend und beträgt genau ein Drittel der Gesamtmenge. Den Import der restlichen zwei Drittel besorgte die Schweiz und Frankreich in ganz gleichem Verhältniß.

Prevesa. Deutsche und französische Fabriken haben sich mit ihren mannigfachen Produkten ebenfalls bedeutend an der hiesigen Einfuhr betheilt. Dieselben sendeten zumeist Modewaaren, Seiden-, Leinen- und Farbaaren. Drogen kamen viel aus Triest, mehr aber aus Stuttgart; Parfümerien waren meistens französische Waare, von Baumwollwaaren kam ein beträchtlicher Theil auch aus der Schweiz.

Nach Ackerbaumaschinen, bezüglich Reis- und Maisdreschmaschinen, findet Nachfrage statt. Sowie für Möbeln, würde sich auch für Ackerbaugeräthe die Errichtung eines Kommissionslagers voraussichtlich ziemlich gut rentiren. Besonders fühlbar ist der Mangel einer einfachen billigen Oelpresse, da man sich hier zu Lande noch immer höchst primitiver Oelpressen (Mühlsteine) bedient, mit welchen nicht nur das gewonnene Produkt bedeutend verschlechtert wird, sondern auch eine so mangelhafte Auspressung der Oelkerne erfolgt, daß die Oeltreibern von Prevesa einen sehr gesuchten Ausfuhrartikel mittelst Segelschiffen nach Griechenland bilden, wo sie zur Gewinnung von Maschinenöl einer nochmaligen Pressung unterzogen werden.

Trapezunt. In rothen und gefärbten Gespinnsten ist unser Produkt von den Erzeugnissen Deutschlands, der Schweiz und Italiens beinahe ganz vom hiesigen Markte verdrängt worden.

Smyrna. Smyrna imitirt mit Geschick die gedruckten Schweizer baumwollenen Kopftücher in der Größe von 0,70 bis 1 Meter; ferner Bettdecken, die jedoch nur hier und im Inlande verwendet werden.

Käse in den ordinären Qualitäten führt das nächstgelegene Inselreich, vorzüglich Candia und Cypern zu, bessere Sorten Frankreich, die Schweiz und England.

Seidengewebe aus Europa finden hier großen Absatz, trotz der syrischen und Brussa'er Fabrikate, welche häufig einen Durchfuhrartikel Smyrnas bilden; leider kommt dabei Oesterreich-Ungarn kaum in Betracht, nachdem sein Handel in Seidenwaaren von anderen Ländern fast ganz bei Seite geschoben wird. Lyon, Zürich, ferner einige deutsche Fabrikorte, wie Crefeld, Elberfeld, liefern die besten seidenen, wie halbseidenen Stoffe, Faille etc. Wiener Fabrikate, die ehemals sehr gesucht waren, kommen nur mehr wenig in Betracht, theils der hohen Preise wegen, theils infolge der geringen Auswahl, welcher letzterer Umstand bei der überaus launenhaften Geschmacksrichtung der Orientalen schwer in die Waagschale fällt. Mit seidenen Möbelstoffen, welche früher fast nur Wien lieferte, steht es auch nicht besser, obschon sich hierin die Nachfrage in letzter Zeit bedeutend reduziert hat, und gegenwärtig die billigen halbseidenen, wollenen und halb wollenen Möbelstoffe die Seidenstoffe ersetzen müssen.

Kreta. Emailirte eiserne Geschirre, wohlfeile Taschenuhren, Wand- und Stutzuhren, wohlfeiler Schmuck, Medaillons, Armbänder u. dgl. könnten mit Aussicht auf reichlichen Absatz hier eingeführt werden, zumal die namhafte Einnahme aus der letztjährigen Ernte den verschiedenen Schichten der Bevölkerung die Anschaffung derartiger Artikel ermöglicht.

Als Werthbetrag von Einfuhren aus der Schweiz werden von den verschiedenen Konsuln folgende Ziffern genannt:

Adrianopel:	Wollgewebe	80,000	Goldpiaster
	Baumwollgewebe	500,000	»
	Seidenwaaren	100,000	»
	Spirituosen	30,000	»
	Diversi	106,800	»
Prisren:	Schweizerkäse	809	Gulden (von Triest kommand)
Janina:	Gesamteinfuhr a. d. Schweiz	136,000	»
Trapezunt:	»	225,580	»

(außerdem Durchfuhr nach Persien: 77,500 fl.)

Der schweizerisch-spanische Handelsvertrag vom 14. März 1883 ist vom spanischen Senat genehmigt worden.

Ausfuhr aus den Konsulardistrikten Bern und Zürich nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika. Exportation des districts consulaires de Berne et de Zurich aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

1. Januar bis Ende Juni 1883. — 1^{er} janvier jusqu'à fin juin 1883.

	Bern (Berne)	Zürich	
Seide und Seidenwaaren	190,511	5,930,488	Soie et soieries.
Uhren und Uhrenfournituren	19,116		Montres et fournitures d'horlogerie
Strohwaaren	812,793	514,340	Ouvrages en paille.
Käse	1,457,060		Fromages.
Verschiedenes	18,854	142,351	Divers.
	1,978,334	6,587,179	

Die Ziffern betreffend Zürich sind in Folge Ausbleibens der direkten Mittheilungen des dortigen Konsulats, der „Neuen Zürcher Zeitung“ entnommen.

Münzprägungen in Deutschland. — Monnayage en Allemagne.

Gesetzliche Münzen.	Mai 1883	Vorher geprägt	In Circulation Ende Mai 1883*	Monnaies légales.
	mai	Préparé avant	En circulation fin mai 1883*	
	Mark.	Mark.	Mark.	
Doppelkronen	8,049,000**	1,338,431,180	1,345,969,440	Doubles couronnes.
Kronen	—	455,745,310	455,951,090	Couronnes.
Halbe Kronen	—	27,969,925	27,963,400	Demi-couronnes.
Total Goldmünzen	8,049,000	1,822,146,405	1,829,283,930	Total monnaies or.
Fünfmarkstücke	—	71,653,095	71,649,320	Pièces de 5 marks.
Kleinere Münzen	—	375,449,295	370,439,833	Monnaies inférieures.
Total Silbermünzen	—	447,102,390	442,089,153	Total monnaies argent.

* Summe der Ausprägungen weniger die wieder eingezogenen Münzen.
Total des monnaies frappées moins celles retirées.

** Sämmtlich auf Privatrechnung.
Toutes pour le compte des particuliers.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken. Marques suisses de fabrique et de commerce.

Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral des marques:

Den 20. Juni 1883, 10 Uhr Vormittags.

No 959.

Eichenberger & Erismann, Fabrikanten,
Beinwyl.

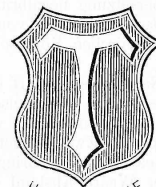


Cigarren und Tabak.

Le 20 juin 1883, à dix heures avant-midi.

No 960.

F. E. Thiebaud, fabricant,
Chaux-de-Fonds.



Horlogerie.

Le 25 juin 1883, à trois heures après-midi.

No 961.

Cornaz frères, négociants,
Lausanne.

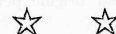


Vins.

Le 25 juin 1883, à trois heures après-midi.

No 962.

Montandon frères, fabricants,
Leclé.



Montandon frères.

Mouvements, cuvettes, cadrans, fonds de montres
de poche.

Le 27 juin 1883, à trois heures après-midi.
No 963.

J. Gasser-Meyer, fabricant,
Bienne.



Mouvements de montres de sa fabrication.

Le 29 juin 1883, à dix heures avant-midi.
No 964.

Albert Voisin, fabricant,
Corgémont.



Boîtes de montres.

Le 29 juin 1883, à onze heures avant-midi.
No 965.

Charles Reuge, fabricant,
St^e.-Croix.



Mouvements de montres à musique:
Répétitions à grande sonnerie, nouveau système perfectionné.

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 Cts., die ganze Spaltenbreite 50 Cts.
Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Amtliche Bekanntmachungen

Aufforderung

zur Eingabe von drei vermissten Wechseln und eventuelle Amortisation derselben.

Auf gestelltes zuständiges Begehren werden hiemit die Inhaber folgender drei vermissten Wechsel, als:

- 1) Ein vom 7. Februar 1883 datirter Prima-Wechsel, ausgestellt von Dom. Lagler Vater und Sohn, «urschweizerische Möbelhalle in Brunnen», lautend auf Baptist Steiner und dessen Ehefrau, Pensionshalter in Unterstetten, Kt. Luzern, im Betrag von Fr. 100, zahlbar auf den 15. Juli 1883 und von denselben acceptirt;
- 2) Ein von der gleichen Firma mit dem gleichen Datum und in gleicher Form und im gleichen Betrag und auf die gleichen Trassanten ausgestellt und von denselben ebenfalls acceptirter Wechsel, wie der sub 1 bezeichnete, jedoch zahlbar den 15. August 1883;
- 3) Ein vom 18. März 1883 datirter Wechsel, ausgestellt ebenfalls von Dom. Lagler Vater und Sohn, «urschweizerische Möbelhalle in Brunnen», im Betrag von 250 Fr., lautend auf Herrn Joseph Kälin, Baumeister in Schwyz und von denselben acceptirt, zahlbar den 15. Mai 1883 — peremptorisch aufgefordert, die obbezeichneten Wechsel innert drei Monaten vom ersten Erscheinen dieser Publikation der unterzeichneten Gerichtsstelle einzugeben, indem dieselben ansonst hiemit ohne Weiteres als kraftlos und erloschen erklärt werden.

Schwyz, den 2. April 1883.

Der Gerichtspräsident:
Franz Lungwend.

Demande d'annulation de titres.

M. Emile Walker, banquier à Zurich, s'est adressé au Tribunal de Lausanne pour obtenir l'annulation de 170 actions anciennes Ouest-Suisse, de 500 fr. chacune, représentées par des certificats de 5 actions chacun, portant les N^{os} 4596, 4958, 5366, 5367, 5453, 5461, 5549, 5555, 5561, 5942, 6903, 7518, 7690, 7781, 9041, 9054, 9055, 9092, 9462, 11790, 11796, 11797, 11814, 12407, 12408, 13276, 13277, 13531, 13719 et 17124 à 17128, actions qui lui ont été volées à Zurich dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1881.

Dans sa séance du 19 juin 1883, le Tribunal de Lausanne a décidé qu'il y avait lieu à suivre à la procédure en annulation de ces titres.

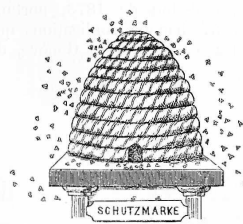
En conséquence le ou les détenteurs inconnus des actions susdésignées sont sommés de les produire au greffe du Tribunal de Lausanne dans le délai de trois ans à partir de la première publication du présent avis, faute de quoi le Tribunal en prononcera l'annulation.

Lausanne, le 21 juin 1883.

Le président du Tribunal:
Dumur.

Den 2. Juli 1883, 8 Uhr Vormittags.
No 966.

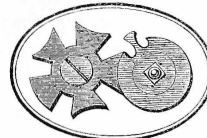
Theodor Raschle, Kaufmann,
Wattwyl.



Wachslösung und Stiekgarn.

Le 2 juillet 1883, à dix heures avant-midi.
No 967.

E. Simon & C^{ie}, fabricants,
Porrentruy.



Mouvements et boîtes de montres.

Marques étrangères de fabrique et de commerce.

Rectification.

Le nom de Payant-droit à la marque française No 585, publiée dans le No 24 de cette feuille, est:

Barthélemy Lanoizelet,

et non:

Barthélemy Lenoizelet,

ainsi qu'il a été publié par suite d'une erreur du déposant.

Bureau fédéral des marques de fabrique et de commerce.

Sommation.

Ensuite d'une demande présentée en due forme par la maison de commerce Salomon et Umann à Porrentruy, le porteur de la traite dont voici la teneur essentielle et qui se trouve égarée:

Montant de la traite: fr. 790. 20;

Tireurs: J. Breitenstein et C^{ie} à Zofingue;

Tirés et acceptants: Salomon et Umann, Porrentruy;

Ordre des tireurs: J. Breitenstein et C^{ie};

Date de l'émission: 15 janvier 1883;

Date de l'échéance: 20 avril 1883;

est sommé de faire parvenir la dite traite au greffe du Tribunal de Porrentruy, dans le délai péremptoire de trois mois, à partir de la publication des présentes, conformément à l'art. 797 du Code fédéral des obligations, faute de quoi cette traite sera considérée comme nulle et sans valeur.

Porrentruy, le 27 juin 1883.

Le vice-président du Tribunal, en fonctions:

X. Biat.

Amortisationsbegehren.

Es wird folgender Wechsel vermisst:

Trassant: Herr Aug. Weber in Biel.

Trassat und Acceptant: Herr Herrmann Graff, bijoutier in Solothurn.

Remittent: Herren Barbier Moser & C^{ie} in Biel.

Betrag: Fr. 1500.

Ausstellungsdatum: Biel, 1. Mai 1883.

Verfall: 15. Juli 1883.

Der hierorts unbekannte Inhaber dieses Wechsels wird hiemit nach Vorschrift von §§ 795 u. f. des schweiz. Obligationenrechtes aufgefordert, denselben innert drei Monaten, vom Verfalltage an, dem Unterzeichneten vorzulegen und seine allfälligen Rechte darauf geltend zu machen, ansonst nach § 798 des alleg. O. R. die Kraftloserklärung erfolgt.

Solothurn, den 1. Juni 1883.

Der Amtsgerichtspräsident von Solothurn-Lebern:

J. B. Fürholz.

Bekanntmachung.

Die Couponsbogen von den bei der Tit. Leihkasse Glarus zur Sicherung eines Kreditpostens zu Lasten der verauffallten Firma Blumer & Bouquet, auf den Namen des Andreas Blumer, Coiffeur, von Glarus, lautenden, hinterlegten drei Aktien besagter Anstalt Nr. 202, 203 und 488 werden vermisst und hiermit der oder die unbekannten gegenwärtigen Inhaber derselben aufgefordert, solche innerhalb von drei Jahren, a dato, der unterfertigten Gerichtsstelle zu behändigen und etwaige diebezügliche Anspruchsrechte geltend zu machen, widrigenfalls werden die besagten Couponsbogen kraftlos und ungültig erklärt.

Glarus, den 26. Mai 1883.

Im Namen des Civilgerichts des Kantons Glarus:
Georg Dürst, Gerichtsschreiber.

Demande en annulation de titres.

Les hoirs de Dame Veuve Lamarosse, demeurant dans le département de la Côte-d'Or, représentés par les avocats Rambert & Dubrit, se sont adressés au Tribunal de Lausanne pour obtenir l'annulation de 4 obligations de la Suisse-Occidentale, émission de 1873, portant les N^{os} 8651, 8849, 8851 et 19,889, de 1000 fr. chacune, obligations qui ont été volées dans les bureaux de M. Ph. Strasse, banquier à Genève, dans la nuit du 15 au 16 juin 1875.

Dans sa séance du 19 juin courant, le Tribunal de Lausanne a décidé qu'il y avait lieu à suivre à la procédure en annulation de ces titres.

En conséquence le ou les détenteurs inconnus des obligations sus-désignées sont sommés de les produire au greffe du Tribunal de Lausanne, dans le délai de trois ans à partir de la première publication du présent avis, faute de quoi le Tribunal en prononcera l'annulation.

Lausanne, le 21 juin 1883.

Le président du Tribunal:
Dumur.

Privat-Anzeigen — Annonces

St. Gallische Hypothekarkassa. Zinsfuss-Herabsetzung.

Wir sehen uns veranlaßt, hiemit den Zinsfuß **sämmtlicher 4 1/4 % Obligationen** (sofern dieselben überhaupt kündbar oder nicht schon auf einen früheren Termin behufs Konvertirung gekündigt sind),

vom 15. Februar 1884 an auf 4 % herabzusetzen.

Diejenigen Obligationeninhaber, welche ihre Kapitalien zu diesem Zinsfuß nicht stehen lassen wollen, sind eingeladen, bis

spätestens den 15. August a. c. die Kündigung einzureichen.

Bis auf Weiteres und so lange es in unserer Konvenienz liegt, werden solche Obligation Guthaben auf Wunsch sofort ohne Abzug ausbezahlt.

St. Gallen, 30. Juni 1883.

St. Gallische Hypothekarkassa,
Der Direktor:
P. Gyga.

Bank in Glarus.

Die Coupons Nr. 23 unserer Aktien werden von heute an an den gewohnten Einlösungsstellen mit Fr. 10 per Stück ausbezahlt.

(O F 75 Gl.)²

Der Direktor: **Brunner.**

Basler Depositen-Bank.

1 St. Albananlage 1.

Provisionsfreie Check-Rechnungen,
Konto-Korrent-Kredite } gedeckt durch Hinterlagen,
Vorschüsse auf 2—6 Monate
Report von soliden couranten Effekten,
Kauf und Verkauf von Werthpapieren an schweizerischen und auswärtigen Börsen,
Diskontirung solider Wechsel auf Basel und Konkordatsplätze,
Kauf und Verkauf von fremden Devisen,
Kreditbriefe und Tratten auf europäische und überseeische Plätze,
Vermittlung solider Kapitalanlagen,
Inkasso von Coupons etc.

Nähere Auskunft über Bedingungen, welche günstigst gestellt sind, ertheilt jederzeit bereitwilligst.

(H 2138 Q) o

Die Direktion.

Rechtsagentur, Inkasso und Informations-Bureau KLINGER & RUDOLF in Winterthur

Recouvrements amiables et juridiques, renseignements.

Kontinentales Inkasso- und Informations-Bureau von J. J. Bäschlin in Schaffhausen.

Kanton Wallis.

Informationen,
rechtliche und gütliche Inkasso,
Vertretungen besorgt:

Karl WEGENER, Notar,
Brig (Wallis).

LÉON GIROD
(OF 36) procureur patentié¹⁰
Fribourg.
Renseignements — Recouvrement.
Intervention dans les faillites.
Correspondance dans les deux langues.

Kursblatt

der

Berner Bankvereinigung

erscheint jeden Montag und Donnerstag

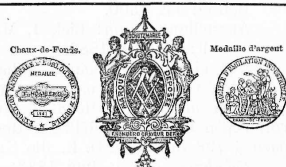
Preis jährlich Fr. 4.

Abonnemente nehmen alle Postbüreaux entgegen

Recouvrements juridiques
et amiables

F. WILLOMET

Procureur-juré
YVERDON.



Enregistrement de marques
de fabrique au bureau fédéral.

F. HOMBERG, graveur, BERNE.

Gravure artistique et industrielle sur
métaux et bois.

Dessins et clichés pour marques de fabrique.
Spécialité: Poinçons pour l'horlogerie.

VIRIEUX avocat Yverdon.

Die schweizerische Advokatur Freuler in Schaffhausen

beschäftigt sich ausschließlich vor kantonalen und eidgenössischen Behörden mit Rechtsgeschäften und Prozessen, die der Bundesgesetzgebung unterstellt sind.

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des Schweiz. Handelsamtsblattes) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la Feuille officielle suisse du commerce) à Berne

Auf vielfache Anfragen theilen wir mit, daß das

schweizerische Rationenbuch,

dessen Firmenregister — nunmehr gegen 30,000 Adressen umfassend — hinsichtlich seiner Uebereinstimmung mit den Publikationen im schweizerischen Handelsamtsblatt vom Redaktor dieses Blattes mit spezieller Ermächtigung des eidgenössischen Handelsdepartements verifiziert und kontrolliert wird,

Mitte Juli

zu erscheinen beginnen wird, nachdem die gesetzlichen Eintragungen in die kantonalen Handelsregister im schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht worden sind.

Eine vorherige Ausgabe wäre unvollständig und daher zwecklos. — Wir machen auch speziell darauf aufmerksam, daß das schweizerische Rationenbuch nicht nur ein Register zum schweiz. Handelsamtsblatt bildet, wie dieß neulich von einem ähnlichen Werk als empfehlendes Moment hervorgehoben wurde, was — da zum Handelsamtsblatt so wie so ein alphabetisches Register den Abonnenten gratis zugestellt wird — nebensächlich ist, sondern in seiner ganzen Anlage (der erste Theil umfaßt: Firma, Inhaber, Kommanditäre mit Angabe der Kommanditebeträge, Sitz der Firma, Natur des Geschäftes, Seite des Handelsamtsblattes; der zweite Theil enthält das alphabetische Verzeichniß nach Berufsarten geordnet) den Bedürfnissen der Behörden und der Geschäftswelt entsprechen wird.

Subscriptionspreis 21 Fr.

Die Verleger des schweizerischen Rationenbuch:

**B. F. Haller und Stämpfli'sche Buchdruckerei
in Bern.**

Répondant aux nombreuses demandes qui leur ont été adressées, les éditeurs de

L'Indicateur suisse du Commerce

annoncent au public intéressé que cette publication commencera à paraître vers le milieu de juillet.

Cette publication est vérifiée et contrôlée avec l'autorisation du Département fédéral du Commerce, d'après les inscriptions des registres cantonaux et publiées par la Feuille officielle du commerce.

Une édition publiée plus tôt eût été inévitablement incomplète, partant inutile. Nous attirons spécialement l'attention sur le fait que

L'Indicateur suisse du Commerce

n'est pas seulement un registre répertoire de la Feuille officielle du commerce, comme cela a été dit d'une publication récente, attendu qu'un répertoire alphabétique de la Feuille officielle du commerce sera en tous cas adressé gratis aux abonnés, mais qu'il répond dans son ensemble à tous les besoins et exigences des autorités et du monde des affaires. La première partie comprend: Les raisons de commerce, commanditaires avec le montant de la commandite, siège de la maison de commerce, genre d'affaires, page de la Feuille officielle; la seconde partie comprend: la table alphabétique d'après le genre d'affaires.

Prix de souscription 21 frs.

Les éditeurs de L'Indicateur suisse du Commerce:

**B.-F. Haller et Imprimerie Stämpfli
à Berne.**

Schweiz. Staatszeitung.

Wochenblatt für Rechtspflege, Gesetzgebung und Volkswirtschaft.

Inhalt: Wochenschau, Besprechung politischer und volkswirtschaftlicher Tagesfragen, Urtheile eidgen. und kantonalen Gerichtshöfe, Beantwortung von Rechtsfragen, Erläuterung der kantonalen und Bundes-Gesetzgebung, interessante Mittheilungen aller Art etc. etc.

Jedem Beamten, Juristen, Geschäftsmann unentbehrlich. Preis per Jahr Fr. 6. Probenummern gratis und franko. (1232 Y)

Redaktion: Staatsanwalt Jahn. Verlag von E. W. Krebs in Bern.

Inserate, zu 15 Cts. per dreigespaltene Zeile, haben besten Erfolg.

Informations- und Inkasso-Bureaux

J. A. TRITSCHLER in Basel

gegründet 1869,

ältestes Institut dieser Art in der Schweiz und vortrefflich organisiert.